

ISF : la névrose fiscale qui détruit le Pacte Républicain Français

Posté le : 1 août 2012 11:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur, Attitudes, Histoire économique récente, Fiscalité

La France souffre de névrose fiscale aggravée et depuis bien longtemps. Dirigée par des fonctionnaires pour des fonctionnaires, la France voit l'idéologie socialiste la plus haineuse récupérée par des énarques de gauche ivres du pouvoir de la République, sous l'œil complice des énarques de droite, qui ont substitué la compassion au socialisme ouvertement assumé et qui veillent à ne jamais prendre le risque de se faire traiter de "fascistes inféodés au Medef et au Figaro magazine".

Le septennat fiscal de Giscard, les errements de Mitterrand, le désastre du ni-ni chiraquien et finalement la fausse rupture Sarkozy ont conduit à une situation unique et inique. La totalité de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand ne suffit pas à couvrir les dépenses de l'Etat ! La dette d'état monte vers les 100% du PIB global et dépasse 125% du PIB purement marchand (hors prestations des services administratifs). Nous atteignons les 3 millions de chômeurs, bientôt le 5 millions d'inscrits à l'ANPE, les 10 millions de pauvres. Nos entreprises font faillite à répétition. Le commerce extérieur est entré dans l'ère des déficits insoutenables et cumulatifs. Une nouvelle récession est à nos portes si elle n'est pas déjà là.

La déroute de "l'énarchie compassionnelle", avatar grotesque du socialisme marxisant qui domine les classes intellectuelles françaises depuis la guerre, est totale. La France n'a plus d'indépendance et est désormais privée de tous les leviers économiques nécessaires à une politique adaptée à la situation actuelle (Elle est à saturation fiscale, en voie d'effondrement social, sans monnaie, sans gestion des changes et bientôt avec un budget sous contrôle extérieur).

La seule chose qui intéresse le gouvernement Hollande est de trouver un bouc émissaire pour évacuer les tensions que cette situation désolante crée dans le pays. Il s'est fait élire sur la base d'un racisme social assumé. La France s'est bercée sur l'idée que les "riches paieront". Hollande aurait-il affirmé : "les juifs paieront !", ou "les musulmans paieront" ou les "noirs paieront" qu'il serait aujourd'hui en prison. Mais les riches ! Là on peut y aller. L'idée qu'une minorité pourrait payer pour les masses a toujours été un grand must dans tous les épisodes socialistes du 20ième siècle, avec les résultats que l'on sait.

Quelle différence entre Pétain et sa révolution nationale, singularisant les Juifs pour expier la défaite et la propagande de ce M. Hollande clouant "les riches" au pilori fiscal ? Les mécanismes sont exactement les mêmes et ils sont à vomir.

Tout est absurde et mal inspiré dans le plan que les parlementaires socialistes viennent de voter.

Nous étions contre la détaxation des heures supplémentaires. Nous pourrions applaudir à la disparition de ce gadget plein d'effets pervers. Mais voilà : il a largement servi à faire baisser le coût du travail nécessaire à la survie des industries françaises. Le supprimer sans redonner les moyens équivalents aux entreprises (au contraire on les accable à nouveau) revient à simplement charger la barque un peu plus alors qu'elle sombre.

Nous étions pour la TVA sociale. La voilà enterrée. Une fois encore une mesure en faveur de l'exportation et de la compétitivité est abandonnée. Une erreur absolue.

Et voici qu'on triple les impôts sur la fortune. L'ISF sera de retour aux taux confiscatoires d'avant mais sans le bouclier qui permettait à certains d'éviter de dépasser les 100% d'imposition. Le Monde laisse passer une opinion d'un "chercheur au CNRS" qui doit probablement son poste à ses amitiés socialistes ou communiste qui explique doctement que le nouveau régime est plus favorable que celui de 2007 en oubliant justement le plafonnement fiscal qui est une grande partie du problème. On dirait du Picketty : regardez ce que je vous montre et oubliez ce que je ne vous montre pas.

Cet acte de haine sociale et politique est une faute économique grave (l'argent du capital part dans les dépenses courantes tuant toute perspective d'investissement) , une faute nationale dramatique (un impôt sur le capital à taux prohibitif se boucle nécessairement toujours par une vente des meilleurs biens nationaux à l'étranger) et surtout un détournement de pouvoir démocratique qui devrait être pénalisé.

Posez-vous la question : est-il normal qu'un citoyen se voit privé de la totalité de son revenu par l'état ? Constitutionnellement l'impôt est contributif, pas confiscatoire. Il n'est du qu'à proportion du revenu et pour les tâches régaliennes. Prendre la totalité du revenu d'un citoyen revient à détourner le pouvoir de coercition de l'Etat pour voler les citoyens.

On n'est plus dans la politique nationale mais dans le brigandage électoral mafieux.

Les mesures prises ces derniers jours vont permettre à l'état-PS de l'énarque socialiste Hollande de prendre la totalité du revenu d'environ 10.000 personnes à court terme, 30.000 bientôt. On spolie en toute connaissance cause une minorité nationale qui non seulement n'est coupable de rien mais n'a réussi à disposer du revenu que l'on saisit que par sa réussite économique.

Quelle différence avec la politique anti-koulak de Staline ? Minorité dont la propagande socialiste tendance bolchevique avait fait le bouc émissaire des échecs de la Révolution d'octobre, chaque jour vilipendée, chaque jour agressée, chaque jour mise au pilori, les anciens propriétaires de champs (0.5 à 20 hectares) seront bientôt privés de tout revenu au point de mourir de famine par milliers puis par millions dans l'indifférence générale.

Certes les victimes de la confiscation socialiste à la française ne mourront pas de faim. On leur demande de se dépouiller du patrimoine que leur efficacité économique leur avait valu. Vendez si vous voulez vivre ! On massacre leur vie mais on ne la prend pas. Il faudrait s'extasier de ce progrès humanitaire ?

On viole impunément toutes les règles constitutionnelles : droit à la propriété ; droit à un espace personnel à l'abri de l'état ; droit à la juste jouissance de son revenu.

Il n'y a aucune solidarité seulement un vol. Un vol haineux qui doit donner de la joie mauvaise aux masses et garantir l'élection de la petite coterie des énarques socialistes et son maintien au pouvoir.

La degré zéro de la démocratie.

Nous sommes au niveau du Zimbabwe de l'immonde Mugabe, l'hôte de l'assassin génocidaire Mengistu, celui qui tuait les enfants errants à la mitraillette et les laissait pourrir sur le trottoir pour l'édification des masses, ou du Venezuela de Chavez.

Les médias français, dont selon les études, 80 à 90% des journalistes se déclarent "de gauche", s'extasient. Et ils ne cessent de surenchérir sur toutes les radios, dans toutes les télés. Pensez : les riches ! On peut y aller. On ne va pas les plaindre ces "dégueulasses". En plus ils devraient être heureux de contribuer. Qu'ils se plaignent est réellement honteux.

Dans "Je suis partout" le journal de la collaboration sous Pétain, on affirmait déjà que les juifs contribuaient "enfin" à la solidarité nationale, parce qu'on leur saisissait leur appartement et autres

biens en attendant pire. Et qu'ils avaient bien peu de vergogne à se plaindre d'être "enfin" utile à la Nation dont ils avaient sucé le sang. Beaucoup de Français jouissaient des tracasseries et spoliations qu'on leur faisait subir, en rêvant qu'ils pourraient bien en profiter un peu.

Combien de Français jouissent aujourd'hui du plaisir du tort fait aux "riches" ?

Qui osera faire un sondage sur le thème : "on va prendre à 30.000 Français la totalité de leur revenu : êtes vous d'accord oui-non". Personne. La presse socialiste n'osera pas assumer un crime qu'elle nie. La presse de droite a trop peur de constater que les Français aiment çà.

L'UMP toute à sa guerre des chefs, n'a eu aucune réaction. Comment en aurait-elle alors qu'elle n'a pas eu le courage de supprimer l'ISF ? C'est l'énarque Juppé, qui se voit déjà en suprême recours du combat des deux prétendants principaux, qui avait supprimé le petit bouclier fiscal de Rocard tout en criant "vive l'ISF, impôt que l'on aurait du créer". C'est lui qui le plus officiellement avait permis au nombre des contribuables privés par le fisc de la totalité de leur revenu d'enfler démesurément, jusqu'à ce qu'on constate que les RMIstes de l'île de Ré étaient privés de tout revenu et devaient vendre leur ferme familiale emportée par la bulle immobilière.

Dans ce parti tenu par les hauts fonctionnaires au sommet, et à la base peuplé de cheffillons cherchant d'abord l'enracinement local en se gardant bien de toute position sur une question nationale quelconque (la crotte de chien semble leur horizon majeur), il ne se sera dégagé aucune voix pour dire que cette exaction doublée du viol du pacte républicain devait être impitoyablement condamnée.

Défendre une minorité honnie ? Vous n'y pensez pas ! La "classe moyenne", paravent commode, utilisé à droite comme à gauche, d'accord, mais les riches ? "Mon image serait irrémédiablement salie. L'homme du grand capital; moi ? Vous rêvez !"

Trouvez un simple démocrate qui tient qu'on ne peut pas prendre la totalité du revenu de quelqu'un, qui n'a commis aucune faute et en temps de paix, est impossible à l'UMP, comme d'ailleurs dans aucun parti. De la même façon qu'on ne trouvera aucun musulman prenant la défense de la minorité chrétienne honnie au Moyen-Orient, qu'on ne trouvait aucun allemand pour soutenir ouvertement les juifs dans les années hitlériennes, qu'on ne trouvait aucun "homo sovieticus" pour prendre la défense des Koulaks, aucune voie ne s'élèvera pour dénoncer une exaction innommable commise contre une frange de Français considérés comme coupables et à merci.

Pauvre France. Elle perdue toute indépendance. Son industrie n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut. Elle est absente de tous les marchés porteurs d'avenir et ne se bat à aucun avant poste de la technologie. Elle qui fut à l'avant garde de la révolution industrielle, qui fut dans la bataille de la voiture, de l'avion, du cinéma, de toutes les grandes innovations du XIXème et de la première moitié du XXème n'est plus rien. Le français n'est plus enseigné à l'étranger. On vient même de supprimer la gratuité de l'enseignement secondaire des Français de l'étranger. Ils n'ont qu'à apprendre l'anglais ces salauds. L'aura de la France est devenue presque nulle et se survit à elle-même par inertie, pas par ses grandes réalisations actuelles.

La voilà dirigée par une petite oligarchie de hauts fonctionnaires qui se partagent les restes en ruinant à qui mieux-mieux les témoins d'un autre destin français.

M. Hollande avec son sourire mécanique et son profil de serpent à sonnettes, un tiers vipère, un tiers couleuvre, un tiers anguille, symbolise assez bien la décrépitude française.

Programme économique imbécile et assumé comme tel ("certes nous marchons dans la mauvaise direction mais nous ne faisons que des petits pas, donc ce n'est pas grave et il faut bien qu'élections se passent") ; mesures confiscatoires indignes ; souci perpétuel de la communication et de l'image ; nombrilisme exacerbé, clanisme et démagogie à tous les étages.

Pendant ce temps là l'Europe frôle l'explosion, les comptes nationaux rougissent, la récession s'avance en majesté.

Jamais la contradiction entre les nécessités nationales et la mentalité des équipes chargées de les défendre n'a été aussi grande.

Ce n'est même pas leur infirmité économique (majeure) qu'il faut condamner en premier. Mais leur forfaiture vis-à-vis du pacte républicain. Ce faisant les fonctionnaires socialistes ajoutent au drame économique l'abjection anti-démocratique et font de la France un objet de répulsion.

Quel parti osera ce programme minimum ?

- Nul ne peut se présenter à une élection ou diriger une institution publique qui fixe sa propre rémunération.

- Nul ne peut recevoir plus d'une rémunération publique.

- Tout président, ministre ou parlementaire qui contribuera à des décisions qui conduisent à la confiscation par la force publique de la totalité du revenu d'un citoyen sera poursuivi pour viol du pacte national et détournement de pouvoir. Il sera condamné :

* A l'indignité nationale et la perte de toutes décorations.

* A l'inéligibilité à vie à toute élection locale, régionale ou nationale

* A subir sur son propre revenu et ses propres biens les mêmes confiscations qu'il a lui-même imposées, au taux maximal constaté et pour la durée de l'effet des mesures prises, dès lors que les mesures ont conduit à dépouiller ne serait-ce qu'un citoyen de la totalité de ses revenus.

Jamais il n'a été plus nécessaire que toutes les forces nationales, toutes et spécialement les forces motrices, soient associées à une œuvre de redressement et qu'un programme économique national, européen et mondial efficace soit clairement élaboré et mis en pratique.

Jamais on n'en a été plus loin.

La France et les Français auront mérité la débâcle qui les emporte pavillon bas.